

Vendredi 19 mai 2023

France Universités préoccupée par la réforme de la composition des CA des universités suédoises

France Universités fait part de sa préoccupation concernant la décision unilatérale prise par le gouvernement suédois de modifier la procédure de nomination des membres extérieurs appelés à siéger au Conseil d'administration des universités du pays, réduisant de 36 à 17 mois la durée de leur mandat pour permettre la participation d'« experts en sécurité ».

Le gouvernement justifie cette manœuvre sans précédent par la nécessité de lutter contre les ingérences extérieures qui menacent les droits de propriété intellectuelle des universités suédoises, notamment en matière de protection des brevets.

Sans nier la réalité de telles menaces en Suède comme en France, ainsi que l'a souligné un récent rapport du Sénat, France Universités tient à rappeler que cette démarche est non seulement attentatoire à l'autonomie des universités tout autant qu'à la protection de la liberté académique, deux des fondements de l'institution universitaire partout dans le monde, mais qu'elle risque de surcroît de n'avoir aucun effet. C'est en amont qu'il faut se saisir de la question.

Les activités commerciales et industrielles des universités sont en effet gérées par des services spécialisés, qui sont plus à même de sensibiliser les chercheurs et les personnes concernées par de tels processus. En France, le Code de l'éducation stipule ainsi que le « service d'activités industrielles et commerciales » est notamment chargé de « valoriser et exploiter les brevets, les licences, les droits de propriété intellectuelle ou industrielle et les travaux de recherche. »

Dans un communiqué commun publié en novembre 2022 à l'issue d'une visite de trois jours en Suède, l'Association des Établissements d'Enseignement Supérieur suédois (*SUHA*) et France Universités soulignaient que : « Le constat est partagé par les présidentes et présidents d'université des deux pays quant aux risques que font peser les gouvernements de certains États membres de l'Union européenne conduits, ou soutenus, par des formations susceptibles de miner les valeurs fondamentales au sein même des campus universitaires. »

Quelque 6 mois plus tard, et alors même que la Suède détient la présidence du Conseil de l'UE, il est malheureusement à craindre que cette prédiction ne soit en train de devenir réalité. France Universités apporte en conséquence son soutien plein et entier à l'action de ses homologues suédois pour inciter le gouvernement suédois à revenir sur son projet.

Government-driven restructuring of Swedish university boards raises serious concern among French universities

France Universités, the National Rectors' Conference, wishes to express its concern about the Swedish government's unilateral decision to change the procedure for appointing external members to the country's university boards, reducing their term of office from 36 to 17 months in order to allow for the participation of "security experts".

The government justifies this unprecedented move by the need to combat foreign interferences that might threaten the intellectual property rights of Swedish universities, including patent protection. Without denying the reality of such threats in Sweden as in France, as evidenced in a recent Senate report, France Universités wishes to point out that this approach is not only detrimental to the autonomy of universities as much as to the protection of academic freedom, two of the foundational principles of academic institutions everywhere in the world, but that it also very likely it will have no effect.

The issue must indeed be tackled from a different perspective, since the commercial and industrial activities of universities are in fact managed by specialised departments, which are better able to raise the awareness of researchers and those concerned by such processes. In France, the Education Code (*Code de l'éducation*) provides that the "industrial and commercial activities department" is responsible for "developing and exploiting patents, licences, intellectual or industrial property rights and research work".

In a joint press release issued in November 2022, at the end of a three-day visit to Sweden, the Association of Swedish Higher Education Institutions (SUHF) and France Universités underlined that "University presidents in both countries share the view that EU member states which are governed, or supported, by political groups which might wish to undermine fundamental values on university campuses are particularly at risk."

Some 6 months later, and even though Sweden currently holds the presidency of the EU Council, it is unfortunately to be feared that this prediction is becoming reality. France Universités therefore fully supports the action of its Swedish counterparts to urge the Swedish government to reverse its plans.